

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, quoique je ne sois pas prêt à me mesurer avec le très honorable chef actuel de l'opposition quant à notre expérience respective en matière d'affreux traitements infligés aux chefs de l'opposition, je . . .

M. Turner (Vancouver Quadra): Attention, Joe.

M. Clark (Yellowhead): Parce que dans mon caucus, il n'y a jamais eu de meute de loups enragés.

M. Axworthy: Vous venez tout juste de perdre votre emploi.

M. Clark (Yellowhead): Je ne manquerai pas de communiquer les doléances de la députée au premier ministre qui pourra, à son retour, faire rapport sur les points soulevés et répondre aux questions.

* * *

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

LE PROJET D'AIDE MÉDICALE EN CHINE—LES ARTICLES DE JOURNAUX

M. Barry Turner (Ottawa—Carleton): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je m'inquiète de rumeurs selon lesquelles on aurait engagé des fonds publics de l'ACDI pour permettre à des représentants canadiens et à leurs conjoints d'assister à la présentation d'un chèque à Pékin. Le ministre veut-il nous expliquer la situation et nous dire ce qui s'est vraiment passé?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ces rumeurs sont très injustes envers l'ACDI et des représentants de l'Hôpital municipal d'Ottawa. Il y a longtemps que cet établissement collabore à un programme dont les dépenses atteignent 1.6 million de dollars et qui vise à former au Canada des gens qui travailleront ensuite auprès de handicapés mentaux en Chine. Des délégués se trouvent actuellement en Chine pour faire avancer le programme. Toutes les dispositions avaient été prises bien avant que ne soit fixée la visite du premier ministre en Chine. L'ACDI n'a pas assumé les frais de voyage des conjoints.

Étant donné que l'Hôpital municipal d'Ottawa s'apprête à lancer une campagne de financement de 4 millions de dollars pour un autre projet en Chine, j'inviterais respectueusement les journaux qui ont contribué à salir des réputations à répondre les premiers à cette levée de fonds.

Des voix: Bravo!

Questions orales

L'ADMINISTRATION

LA DÉMISSION DU MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Ce qui est en cause, c'est la moralité de ce gouvernement.

Des voix: Oh, oh!

M. Nunziata: Monsieur le Président, le ministre a agi comme il le devait mais pas pour les bonnes raisons. Le gouvernement ne veut pas admettre qu'il y a conflit d'intérêts. Il ne veut même pas admettre qu'il y a apparence de conflit d'intérêts.

M. le Président: La question, s'il vous plaît.

M. Nunziata: Le vice-premier ministre ne voudrait-il pas reconnaître que la démission est attribuable à l'opinion publique plutôt qu'au sens moral et à la rectitude du gouvernement?

L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, non, je ne suis pas prêt à l'admettre, mais je peux dire au député que notre moralité, aux autres membres du gouvernement et à moi, se comparera toujours avantageusement à la sienne.

M. Benjamin: Cela ne veut pas dire grand-chose.

ON DEMANDE QUE DES MINISTRES TÉMOIGNENT DEVANT L'ENQUÊTEUR

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, je n'ai jamais fait d'écoute clandestine. Le vice-premier ministre a dit que l'enquête qu'envisage le gouvernement sera impartiale. Dans ce cas-là, le vice-premier ministre, l'ancien ministre et le premier ministre vont-ils aller témoigner sous serment devant l'enquêteur afin de permettre à l'opposition de faire toute la vérité sur cette affaire?

L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, la conduite que le député a eue la semaine dernière, au comité, est la preuve qu'il ne se laissera jamais convaincre, même par l'enquête la plus impartiale des faits.

* * *

L'INDUSTRIE

LA FERMETURE DE L'USINE DE CARTON GAUFRÉ DE THUNDER BAY

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État aux Forêts. Le ministre a reçu un télégramme du Syndicat canadien des travailleurs du papier lui demandant d'intervenir auprès du gouvernement de l'Ontario pour essayer de rouvrir l'usine de carton gaufré de Thunder Bay. Qu'a fait le ministre pour remettre 150 hommes au travail dans cette cartonnerie de Thunder Bay depuis que le député de Thunder Bay—Atikokan lui a posé une question à ce sujet, c'est-à-dire depuis le 30 avril?